

Philippe Meirieu

NOUVELLE ÉDITION

Pédagogie :

le devoir de résister

10 ANS
APRÈS !



esf
ÉDITIONS
ROMAINES

Philippe Meirieu

Pédagogie : le devoir de résister

10 ans après !

Nouvelle édition revue et augmentée 2018



Composition : Myriam Labarre

© 2017, ESF sciences humaines
SAS Cognitia
20, rue d'Athènes
75009 Paris

www.esf-scienceshumaines.fr



ISBN : 978-2-7101-3712-2

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2^e et 3^ea, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale, ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou ses ayants droit, ou ayants cause, est illicite » (art. L. 122-4). Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

« Un jour, lorsque nos temps seront passés, lorsque, après un demi-siècle, une nouvelle génération nous aura remplacés, lorsque l'Europe sera tellement menacée par la répétition des mêmes fautes, par la misère croissante du peuple et par ses dures conséquences, que tous les appuis sociaux en seront ébranlés, alors, oh ! alors peut-être, on accueillera la leçon de mes expériences, et les plus éclairés en viendront à comprendre que c'est seulement en ennoblissant les hommes qu'on peut mettre des limites à la misère et aux fermentations des peuples, ainsi qu'aux abus du despotisme de la part soit des princes, soit des multitudes. »

Johann-Heinrich Pestalozzi
(1746-1827)¹

1. Tous les pédagogues que nous citons sont présentés sur le site www.meirieu.com dans la rubrique « Petite histoire des pédagogues ». Beaucoup d'entre-eux font l'objet d'une présentation par un film de la série « L'éducation en questions » consultable sous ce lien : http://www.meirieu.com/EDUCATION%20EN%20QUESTION/l_education_en_questions.htm

Sommaire

Introduction

Surtout, ne pas baisser les bras...	7
1. Faut-il en finir avec le pédagogisme ?	35
2. Éduquer : une vieille histoire	51
3. L'urgence pédagogique	61
4. La pédagogie au cœur de la modernité	69
5. Dépasser les paradoxes éducatifs	75
6. Accompagner l'émergence de la liberté	81
7. Les fondamentaux de la pédagogie	89
8. Reconstruire l'autorité	93
9. Instituer l'élève-sujet	107
10. Ouvrir les possibles	117
11. Bâtir l'École	129

Conclusion

Résister au quotidien	137
-----------------------	-----

Annexe	141
---------------	-----

Bibliographie et références	147
------------------------------------	-----

Introduction

Surtout, ne pas baisser les bras...¹

► L'éternel retour des « anti-pédagogues »

Nous vivons une période étrange où la société tout entière semble vouloir revenir à des formes d'éducation fondées sur l'autorité, voire sur l'autoritarisme, où, avec la caution des neurosciences et sous la pression des évaluations internationales, on remet au goût du jour les « bonnes vieilles méthodes ».

Mais ce phénomène n'est absolument pas nouveau ! La pédagogie et les pédagogues ont eu à l'affronter bien souvent dans l'histoire : on ignore trop que Jules Ferry, qui était un adepte de la « méthode active », avait chargé Henri Marion, un philosophe de l'époque, de donner un cours de « science de l'éducation » à la Sorbonne : ce dernier y invitait les instituteurs à mettre l'enfant en activité et à l'accompagner dans ses découvertes plutôt que de lui « asséner des leçons ». Henri Marion fut brocardé alors par toute l'intelligentsia de l'époque. Célestin Freinet fut, lui, en butte à l'hostilité farouche des conservateurs, au point qu'il fut obligé de démissionner de l'enseignement public. En 1984, en France, Louis Legrand, qui avait publié un rapport sur le collège où il proposait la mise en place de groupes de niveaux provisoires et d'un tutorat systématique, fut traité de « Pol Pot » au cours d'une mémorable émission d'*Apostrophes* avec Bernard Pivot. La loi d'orientation de 1989, proposée par Lionel Jospin, fit se déchaîner les partisans intransigeants de la « transmission des savoirs » qui virent dans la fameuse formule « l'élève au centre » l'expression de l'abandon de toute exigence. L'histoire plus récente de notre École

1. Cette introduction a été écrite à partir d'un entretien réalisé avec Etienne Vellas, rédactrice à la revue *Éducateur* (Suisse romande), fondatrice et militante du L.I.E.N : Lien International de l'Éducation nouvelle, créé en 2002 dans l'esprit de la Ligue Internationale de l'Éducation nouvelle de 1921.

est l'histoire de « restaurations » successives : Luc Ferry, Xavier Darcos, Gilles de Robien et Jean-Michel Blanquer aujourd'hui se sont positionnés comme des « sauveurs », venant rétablir, au nom du bon sens et du nécessaire pragmatisme, la rigueur que des pédagogistes aussi jargonneux que démagogiques auraient sacrifié sur l'autel de leurs ambitions.

C'est ainsi qu'au gré des alternances politiques et des changements de ministre, les « bonnes vieilles méthodes » ne cessent de « revenir » ! Même si, en réalité, on peut se demander si elles sont jamais parties ! Le quotidien de beaucoup de classes n'a guère changé depuis cent ans. Si le tableau noir a été remplacé, ici ou là, par un écran, les découpages disciplinaires comme le système de notation, l'organisation en heures de cours ou la disposition des classes sont restés largement figés. Certes, les programmes ont évolué, les élèves ont changé et le contexte sociétal est radicalement différent, mais la relation pédagogique reste globalement la même : un maître face à un groupe d'élèves du même âge et à peu près du même niveau qui font la même chose en même temps. L'entraide et la coopération, l'apprentissage par le projet, l'accompagnement dans la classe du travail personnel, la reprise d'un travail bâclé ou raté avant toute évaluation définitive, la construction collective de règles permettant de « vivre ensemble »... tout cela reste finalement assez marginal, porté par des militants pédagogiques plus suspectés pour leurs engagements qu'encouragés pour leurs initiatives.

Pourtant, dans l'imaginaire collectif, ces militants auraient pris le pouvoir et assujetti l'institution tout entière à leurs caprices de soixante-huitards forcément attardés ! Leurs idées, relayées par quelques cadres irresponsables auraient fait tâche d'huile et pollué toute l'Éducation nationale, au point que cette dernière aurait besoin aujourd'hui d'une sérieuse reprise en mains... Ce n'est pas sérieux !

Que notre École connaisse des difficultés et peine à honorer sa promesse de démocratisation, c'est évident. Qu'elle subisse, de plein fouet, les conséquences de changements civilisationnels particulièrement importants, nul ne peut le nier. Que, dans les établissements des « quartiers sensibles », il soit devenu plus difficile de mobiliser les enfants sur le travail scolaire, ce n'est que trop vrai. Qu'au quotidien, les professeurs peinent à faire intégrer à leurs élèves les exigences de la communication écrite, tous les adultes peuvent le constater... et même en comprendre les causes à l'observation de leurs propres comportements. Ce n'est pas là la faute d'une sorte de « tsunami pédagogique » qui aurait submergé le système scolaire. C'est la conséquence d'une évolution de la société dont nous sommes collectivement responsables. Une évolution vers toujours plus d'individualisme et de ghettoïsation, toujours plus de consommation pulsionnelle et toujours moins de réflexion collective, toujours plus de satisfaction immédiate et toujours moins de vision d'avenir.

Or – et c'est là le grand paradoxe – les idéaux de l'Éducation nouvelle, née après la Première Guerre mondiale dans un grand mouvement pour plus de fraternité entre les humains, ont donné naissance à des propositions pédagogiques capables justement d'apporter d'efficaces contre-poisons aux errances de notre hypermodernité. Soucieuse de former à la pensée critique et à la solidarité, attentive aux exigences qui permettent le développement harmonieux de l'enfant, l'Éducation nouvelle est, plus que jamais d'actualité... Mais ceux et celles qui en ignorent l'essentiel préfèrent y voir un facile bouc émissaire, plutôt que de regarder en face nos difficultés et de s'interroger sur les moyens à mettre en œuvre pour éduquer aujourd'hui.

► Un procès exclusivement à charge

Mais ce mouvement est néanmoins puissant et il ne touche pas que la France...

Effectivement, dans toute la francophonie – en France, mais aussi à Genève, au Québec et en Belgique –, nous voyons émerger, se structurer et dominer le même type de discours : « Les enfants sont aujourd'hui des tyrans qui imposent partout leurs caprices... Les enseignants ont renoncé à la transmission exigeante des savoirs... Les pédagogues ont ruiné l'autorité des adultes... Sous leur influence, on a abandonné les notes, les classements, les sanctions... Dans les classes, on pratique maintenant la libre découverte des connaissances... On a renoncé aux exercices rigoureux, à l'entraînement systématique, à la mémorisation... Tout cela met en péril le développement individuel des élèves et notre avenir collectif... Il est temps de revenir au bon sens et d'imposer des pratiques qui permettent à l'enfant de se structurer, de retrouver le goût de l'effort et d'être récompensé selon ses véritables mérites... » Ces affirmations sont même devenues de véritables lieux communs. Plus personne ou presque – en particulier dans les médias – n'ose se porter en faux contre cette nouvelle « pensée unique ». Susurrés dans les conversations de comptoir, assénés par nos plus éminents « philosophes », martelés à longueur de colonnes par un ministre, ces propos ne sont plus questionnables. Pour reprendre le titre d'un ouvrage à succès, nous assisterions à « la destruction du savoir en temps de paix », une destruction pensée, organisée, mise en œuvre par un groupe de pédagogues extrêmement déterminés.

Mais ces accusations sont particulièrement injustes pour les pédagogues qui se voient accusés de tous les maux contre lesquels ils ont lutté et à qui l'on prête une influence sans commune mesure avec ce qu'ils ont représenté ou représentent en réalité. Pas un problème éducatif dont ils ne soient responsables !

Il y a, effectivement, de quoi se mettre à douter sérieusement. Qui ne douterait pas, d'ailleurs, devant la vigueur des attaques ? On peut même être tenté de succomber à ce que Vladimir Jankélévitch appelait « le vertige de la belle souffrance ». Les pédagogues ont un vieil atavisme dans ce domaine. Il leur arrive de s'enfermer dans une sorte de narcissisme de l'échec : « Qu'il est doux d'être seul, rejeté et malheureux quand on est sûr d'avoir raison ! » Il y a là comme une jouissance de la marginalité qui me paraît très dangereuse... qu'elle se manifeste par un repli sur des travaux universitaires « scientifiques » ou une fuite dans des comportements claniques de minorités assiégées. Je crois, au contraire, que la situation appelle, à la fois, un sursaut de lucidité et un sursaut d'engagement citoyen.

► Émancipation : danger !

La lucidité inciterait plutôt au pessimisme et au fatalisme, tant le reflux est important !

Effectivement, la situation est globalement très « réactionnaire », au sens étymologique du terme. Il s'agit de « réagir » contre ce qui est perçu comme une forme de décadence éducative généralisée. Et, d'une certaine manière même, on pourrait comprendre cette « réaction » comme un phénomène inéluctable. En 1981, Neil Postman, qui avait écrit quelques années plus tôt de fortes pages pour exalter la fonction subversive de l'enseignement, publie en France *Enseigner, c'est résister*. Il explique que l'École a un rôle thermostatique et doit, en quelque sorte, prendre le contre-pied de la température ambiante : quand dominait une société normative avec une pression familiale, religieuse et morale qui plaçait les individus en position d'assujettissement systématique, l'éducation devait avoir une fonction critique et émancipatrice. Mais, maintenant que tous les systèmes normatifs ont volé en éclats, maintenant que plus personne n'ose imposer de normes aux enfants, il reviendrait à l'éducation en général, et à l'École en particulier, de fournir les systèmes de contraintes nécessaires à toute vie sociale.

Dans cette perspective, on peut comprendre que les intellectuels qui, dans les années 1960, applaudissaient les expériences de pédagogie libertaire comme celles de Neill à Summerhill, plébiscitent aujourd'hui – surtout pour les enfants des autres, il faut bien le reconnaître – des établissements qui affichent la fermeté disciplinaire comme valeur première. Après avoir encouragé la transgression de la « morale bourgeoise », étroite et castratrice à leurs yeux, ils exigent le retour à l'ordre, nécessaire pour compenser la disparition des instances sociétales qui structuraient le sur-moi. Quand l'émancipation n'est plus contenue au sein d'une élite qui sait en faire bon usage, quand elle touche la population des banlieues qui ignore les codes de la bienséance bourgeoise, elle devient un véritable danger public : il est temps de réagir ! Beau mouvement d'opportunisme sociologique, que les pédagogues peuvent comprendre, mais auquel ils ne peuvent se résigner. De la même manière qu'ils s'étaient donné le droit de mettre en débat les thèses libertaires d'Alexander Neill ou la non-directivité de Carl Rogers, ils doivent débusquer aujourd'hui l'impensé du « retour à l'ordre » et se demander ce que les nouveaux lieux communs éducatifs nous préparent.

► Pédagogie et démocratie

En effet, ne peut-on pas craindre que ce retour à l'ordre nous fasse oublier les valeurs fondatrices de la démocratie ?

L'École n'est pas une « institution démocratique », au sens où les élèves y disposeraient du pouvoir et pourraient décider de tout ce qui s'y fait. Les élèves, tant qu'ils sont mineurs, ont un statut qui n'est pas celui de citoyen à part entière. En revanche, l'École est un lieu essentiel de formation à la démocratie. On peut imaginer une dictature sans École, avec simplement un catéchisme idéologique et des systèmes de contrainte. On ne peut pas concevoir de démocratie sans École. Pas de démocratie sans des citoyens formés à la compréhension des problèmes collectifs, capables de prendre leurs distances avec

tous les dogmatismes et de définir ensemble, au-delà des intérêts individuels légitimes, « le bien commun ».

Claude Lefort définit la démocratie comme « une forme de société dans laquelle les hommes reconnaissent qu'il n'y a pas de garant ultime de l'ordre social, dans laquelle les hommes consentent à vivre dans l'épreuve de l'incertitude. [...] Il n'y a pas de condensation, explique-t-il, entre le pouvoir, la loi et le savoir, ni d'assurance possible de leurs fondements. L'exercice du pouvoir est matière à un débat interminable ». Il n'est pas certain que nous soyons prêts à assumer cette démocratie-là : longtemps encore, sans doute, serons-nous fascinés par les théocraties de toutes sortes, par le dogme qui vient du ciel ou l'homme providentiel qui résout tous nos problèmes... Le débat démocratique n'est pas de tout repos, mais il reste, je crois, le seul horizon possible si l'on veut une société à hauteur d'homme.

Et former les jeunes générations à cette capacité de débattre est la tâche de l'École. Contre les coagulations fusionnelles et les emballements tribaux, mais aussi contre toutes les formes d'abandon à un leader charismatique ou de confiance aveugle dans des experts « objectifs », l'École doit apprendre aux élèves à exprimer et structurer des points de vue, à identifier les faits et à découvrir les marges de manœuvre, à repérer les enjeux et les leviers dans les collectifs... bref, à devenir des citoyens lucides capables de s'impliquer dans une société démocratique. Aucun renoncement au pouvoir de l'adulte dans cette démarche, bien au contraire : une préparation rigoureuse, la construction de cadres structurés, une organisation avec des rôles pour chacun, un travail précis sur des textes et des documents exigeants, une vigilance de tous les instants.

Ainsi entendue, comme travail sur les conditions d'émergence d'un sujet autonome dans un collectif solidaire, la pédagogie a partie liée avec la démocratie. Et je crains que les antipédagogues ne manifestent, en réalité, par leurs incantations sur le retour à l'ordre, ce que le philosophe Jacques Rancière nomme la « haine de la démocratie ».

► La pédagogie contre l'infantile

Restent les questions concrètes et quotidiennes des parents et des enseignants qui assurent que les jeunes sont devenus intenable, qu'ils sont de plus en plus difficiles... Il faut bien répondre à ces demandes. Et comment faire si l'on récuse les solutions passéistes et autoritaristes ?

Chacun, en effet, mesure à quel point il est devenu difficile d'éduquer les enfants aujourd'hui. Chacun observe la montée de comportements préoccupants dans la jeunesse, comme la violence ou les addictions. Chacun constate que beaucoup d'enfants sont particulièrement excités, incapables de fixer leur attention, en proie à une agitation permanente. Chacun sait que les élèves d'aujourd'hui sont massivement surinformés et qu'ils ne parviennent pas à faire le tri entre les milliers de données de toutes sortes qui les assaillent en permanence. Chacun voit bien, aussi, que les valeurs traditionnelles de l'École – « Travaille et tu réussiras ! » – sont largement démenties par les faits. Dans ces conditions, il est évidemment plus facile d'incriminer de « méchants pédagogues » que de s'interroger sur nos responsabilités collectives.

Or cette pensée paresseuse est, en même temps, injuste et dangereuse : injuste, parce que les pédagogues sont, précisément, des gens qui travaillent depuis toujours – et aujourd'hui plus que jamais – sur la manière d'apprendre à un enfant à surseoir à ses impulsions, à se concentrer sur un travail, à être exigeant en matière de connaissances. Dangereuse, parce qu'en fonctionnant sur le principe du bouc émissaire, on s'interdit de regarder la situation en face et de réagir en conséquence.

En réalité, nous assistons aujourd'hui à une conjonction de phénomènes de société complètement inédite : d'un côté, ce que j'appelle l'infantile – et non pas l'enfance – est érigé en mode de fonctionnement général de notre système. D'un autre côté, face aux comportements des enfants et des adolescents, notre société ne cesse de proclamer sa volonté de mettre en place et de renforcer des dispositifs de plus en plus normatifs :

détection précoce des sujets potentiellement dangereux, évaluations systématiques dans tous les domaines et en permanence, « traçage » des individus de la petite enfance à leur mort, mise en place de systèmes de contrôle de plus en plus sophistiqués, etc. Cette contradiction, évidemment, n'en est pas une : on ne peut exalter le caprice et stimuler la concurrence systématique sans, simultanément, se prémunir contre les risques d'explosion inhérents à cette « libération ». Le « libéralisme » du « chacun pour soi » a besoin de l'autoritarisme pour qu'un semblant de collectif puisse demeurer et que l'on évite de basculer dans la guerre de tous contre tous.

Mais peut-on traiter cet infantile autrement que par la répression ?

L'infantile, c'est une étape probablement nécessaire du développement d'un sujet : nommé « narcissisme infantin » par les psychologues, « égocentrisme initial » par les psychanalystes, il correspond à ce moment de la croissance d'un sujet où, encore dans la toute-puissance, il tente de construire une relation avec l'altérité. Cette altérité est vécue par lui comme une altération, aux contraintes difficiles à accepter : entendre que le monde résiste à sa volonté et qu'il faut lui obéir pour pouvoir lui commander n'est pas facile. De même, il est difficile d'accepter que l'autre et les autres ne sont pas complètement à notre disposition, que leurs souhaits ne correspondent pas aux nôtres et que nous devons apprendre à « faire avec eux ». Enfin, il est très compliqué d'accepter que l'autre ait raison contre nous, contre nos propres intérêts : cela impose un effort pour se décentrer, abandonner l'impérialisme de son propre point de vue, se dégager de l'immédiateté et du « tout, tout de suite ».

Or l'éducation est, précisément, un accompagnement qui permet à l'enfant d'entrer dans un dialogue avec l'altérité. Mais un « dialogue » précisément : il ne s'agit pas d'arracher par la force l'enfant de son trône d'enfant-roi, au risque qu'il n'attende que l'occasion d'y remonter pour prendre sa revanche. Il s'agit de créer des situations où le dialogue de l'enfant et des autres, de l'enfant et du monde, soit possible et fécond. C'est

là, au fond, ce que cherchent les pédagogues depuis longtemps et c'est sans doute pourquoi, en dépit de postures épistémologiques différentes et de malentendus persistants, ils ont trouvé chez des psychologues comme Jean Piaget, Lev Vygotsky ou Henri Wallon, des modélisations acceptables de l'apprentissage et du développement.

► Sortir de l'oscillation entre l'autoritarisme et le laxisme

Pourtant les adversaires de la pédagogie considèrent tout cela comme une démission et la promotion de la tyrannie infantine...

C'est l'inverse. Toute la pédagogie est un travail compliqué – rien de magique, en effet, dans une démarche de ce type ! – pour aider l'enfant à se dégager de la logique du caprice. Logique du caprice qui est devenue, précisément, le moteur essentiel de l'organisation économique de nos sociétés sous le nom de « pulsion d'achat ». Car tel est bien le message répété à l'infini par les médias et repris en chœur par la publicité : « Tes désirs sont des ordres ! Surtout ne réfléchis pas ! Passe à l'acte... le plus vite possible ! ».

Ainsi l'infantile est-il massivement promu, chez les enfants, évidemment, mais aussi chez les adultes dont la régression psychologique devient la condition de notre croissance économique. Conjoncture assez inédite dans l'histoire des hommes et aux termes de laquelle la société tout entière travaille en quelque sorte contre la pédagogie, contre cet accompagnement nécessaire à l'enfant pour qu'il puisse sortir de l'infantile.

Dans ces conditions, on peut se demander si les injonctions répétées en faveur du « retour de l'autorité » à l'École ne sont pas une manière pour nos contemporains d'assumer l'infantilisme dominant et de demander aux enseignants de porter seuls la responsabilité de la frustration nécessaire à toute éducation. Comme l'écrit le psychologue Laurent Carle : « Le paradoxe de la situation éducative moderne consiste à placer l'enfant-roi au centre de la famille, à lui accorder tous les achats inutiles qu'il demande et, par ailleurs, à exiger qu'il se soumette en

classe, avec une docilité débile, aux règles capricieuses d'adultes inconstants². » Paradoxe ou, plus exactement, comme l'analyse Sylvain Grandserre, « complémentarité de deux attitudes qui se nourrissent et se justifient l'une l'autre ». Complémentarité qui fait passer à la trappe, en réalité, le vrai travail pédagogique, car juxtaposer « l'enfant-roi » et « l'enfant assujéti » ne permet nullement, en effet, d'accompagner l'émergence d'une liberté. Cela nous engage, tout au contraire, dans une oscillation infernale entre le « fais comme tu veux » et le « fais comme je veux », à mille lieues d'une éducation qui tente d'instituer, dans la durée (et, donc, avec des tâtonnements, des allers-retours, des temps d'accélération et de pause, des moments de découverte et des moments de formalisation), un projet commun.

C'est pourquoi, pour sortir de l'oscillation entre autoritarisme et laxisme qui caractérise notre société, il est plus important que jamais de « faire de la pédagogie ». C'est aussi la seule manière de construire une véritable autorité : une autorité qui autorise. Car c'est bien là le nœud : il n'y a pas de crise de l'autorité aujourd'hui, il y a une crise du futur. Car, nous l'avons dit, pas d'éducation sans frustration, sans sursis à l'acte, sans renoncement à la jouissance immédiate. Mais la frustration n'est éducative que si elle est promesse de réalisations futures. Elle ne contribue au développement du sujet que si elle lui permet de métaboliser son énergie. Il ne s'agit pas simplement de « contenir » les forces archaïques, de s'opposer aux débordements de la subjectivité. Il s'agit de permettre aux sujets de s'intégrer et, plus fondamentalement, de s'engager dans un collectif. Le collectif seul, en effet, est constructeur d'autorité légitime, formateur du citoyen. Et la pédagogie nous fournit des modèles – certes imparfaits et provisoires – pour penser et accompagner ce mouvement.

2. <http://www.meirieu.com/reactionsblocnotes.htm>

► Penser l'histoire sans mythifier le passé

Mais nous assistons justement à une demande forte d'un retour à des organisations du travail ou à des méthodes d'enseignement d'un autre temps, comme l'organisation par degrés et non par cycles, le redoublement, les méthodes de lecture syllabiques, l'uniforme, les récitations systématiques, etc. À quoi attribuer précisément tout cela ?

Je crois qu'il faut inscrire tout cela dans une situation globale : des changements civilisationnels d'une très grande rapidité et sans précédent (alors que la vie quotidienne des Occidentaux d'origine modeste n'avait pratiquement pas bougé en deux millénaires, tout a été bouleversé complètement en un siècle), la découverte, en peu de temps, d'enjeux majeurs qui concernent la pérennité même de notre monde, l'effondrement des grands récits, la montée de la médiatisation et de modes de communication inédits... Il est clair que, dans ce tohu-bohu, le repli sur un passé mythifié est une solution facile. Dans les situations d'inquiétude majeure, les « discours de la décadence » font toujours recette. Ce sont des discours qui placent l'âge d'or en amont et ne nous proposent que d'y revenir. À l'opposé des « discours de la révolte », ils obturent le futur et interdisent d'imaginer d'autres alternatives au présent que ce qui aurait déjà existé. De plus, ils empêchent de regarder le passé du point de vue de l'histoire : en ontologisant des formes données d'organisation, ils ne permettent ni de comprendre en quoi elles ont été un progrès, ni pourquoi elles peuvent devenir des obstacles pour avancer. La nostalgie du passé est toujours corollaire d'un refus de l'Histoire. Or, à mes yeux, c'est ce refus de l'Histoire qui est la clé de ces régressions.

En refusant l'histoire, en effet, on s'interdit de comprendre la situation de notre École. On porte sur elle des jugements qui ne tiennent aucun compte ni des changements de l'environnement, ni même de l'évolution considérable de nos ambitions éducatives et scolaires. En réalité, la société évalue toujours le niveau de son école – qui, aujourd'hui, dit-on, ne cesse de baisser – à l'aune de ses ambitions. Le niveau nous paraît plus bas

- Deux voix pour une École*, entretiens avec Xavier Darcos animés par Marielle Court, Desclée de Brouwer, 2003
- Les devoirs à la maison*, La Découverte, 2004
- Le monde n'est pas un jouet*, Desclée de Brouwer, 2004
- L'enfant, l'éducateur et la télécommande*, entretiens avec Jacques Liesenborghs, Bruxelles, Labor, 2005
- École : demandez le programme !*, ESF Sciences humaines – France Inter – Le Café pédagogique, 2006
- Pourquoi est-ce (si) difficile d'écrire ?*, Bayard, 2007
- Une autre télévision est possible*, Chronique sociale, 2007
- L'éducation peut-elle être encore au cœur d'un projet de société ?* (en collaboration avec Pierre Frackowiak), Éditions de l'Aube, 2008
- Lettre aux grandes personnes sur les enfants d'aujourd'hui*, Rue du Monde, 2009
- L'école, le numérique et la société qui vient*, en collaboration avec Denis Kambouchner et Bernard Stiegler, Mille et une nuits, 2012
- Un pédagogue dans la Cité – Conversation avec Luc Cédelle*, Desclée de Brouwer, 2012
- Korczak, Pour que vivent les enfants*, illustrations de Pef, Rue du Monde, 2013
- Le plaisir d'apprendre* (sous la direction de), Autrement, 2014
- Aider nos enfants à réussir, à l'école, dans leur vie, pour le monde*, Bayard, 2015
- C'est quoi apprendre ?*, Éditions de l'Aube, « Les grands entretiens d'Émile », 2015
- Éduquer après les attentats*, ESF Sciences humaines, 2016
- L'école, mode d'emploi - des « méthodes actives » à la pédagogie différenciée*, ESF Sciences humaines, 2016 (1985)
- Lettre à un jeune professeur*, ESF Sciences humaines– France Inter, 2016 (2005)
- Apprendre... oui, mais comment*, ESF Sciences humaines, 2017 (1987)
- Dictionnaire de pédagogie sous la direction de Ferdinand Buisson*, édition établie par Patrick Dubois et Philippe Meirieu, Robert Laffont, collection « Bouquins », 2017.

- Faire l'École, faire la classe*, ESF Sciences humaines, 2017 (2004)
- Frankenstein pédagogue*, ESF Sciences humaines, 2017 (1996)
- Pédagogie : des lieux communs aux concepts clés*, ESF Sciences humaines, 2017 (2013)
- Le choix d'éduquer - Éthique et pédagogie*, ESF Sciences humaines, 2018 (1991)
- La Riposte – Écoles alternatives, neurosciences et bonnes vieilles méthodes : pour en finir avec les miroirs aux alouettes*, Autrement, 2018.

Détail des publications, recherches et travaux
de Philippe Meirieu à retrouver sur le site

www.meirieu.com